

Nael RAAD

Avocat au barreau de Paris

Conditions Générales de Service (ci-après C.G.S.)
(V.2019.03)
Maître Nael RAAD, Avocat au barreau de Paris (ci-après le « Cabinet »)
SIREN français n° 817 868 540
nael@raadlegal.com

Sauf convention contraire écrite explicite,

1. Domaine d'Application

Ces C.G.S. s'appliquent de façon exclusive à toutes les offres de Services et à tous les Services rendus par le Cabinet dans le cadre de sa Mission. Elles excluent toutes autres conditions générales, telles celles du Client.

Toute demande de service faite auprès du Cabinet après information donnée ou connaissance des C.G.S. vaut acceptation complète de celles-ci.

2. Mission

Ces C.G.S. peuvent être complétées par un Acte de Mission détaillant la Mission du Cabinet (assistance, représentation ou conseil), l'ensemble de ces documents constituant l'intégralité de l'accord entre le Client et le Cabinet.

La nature, l'étendue, les conditions et modalités d'exécution de la Mission sont déterminées plus avant dans l'Acte de Mission, le Cabinet demeurant libre de refuser toute mission qu'envisage de lui confier le Client, notamment en cas de conflit d'intérêts.

3. Obligations du Cabinet

Le Cabinet preste tous ses Services, étant entendu que les obligations sont des obligations de moyens. Les meilleurs efforts étant réalisés afin de mener à bien la mission confiée par le Client, dans la mesure possible et légalement admise, conformément à ses instructions et selon les conditions matérielles et de délais prévues avec lui. Aucune garantie de résultat n'est donnée.

Les Services rendus sont fondés sur la meilleure analyse des faits, informations et documents portés à la connaissance du Cabinet ou mis à disposition par le Client – et dont le Client certifie l'authenticité ou la véracité – ainsi que sur l'état du droit applicable à la date desdits Services.

4. Déontologie et Liberté du Client

Le Cabinet respecte les règles déontologiques applicables dans ses rapports avec les Clients, contradicteurs et Juridictions. Dans ce cadre, le Client est libre de mandater le Cabinet et de mettre fin à tout moment par écrit à la Mission confiée au Cabinet.

Le Client reste néanmoins tenu de régler l'ensemble des Services rendus, frais supportés par le Cabinet pour le compte du Client avant la notification de la résiliation.

Si la Mission est interrompue avant qu'elle n'aboutisse à un résultat, tout éventuel honoraire de résultat demeurera dû en tout ou partie, à fixer en équité en fonction de l'état d'avancement du dossier et, le cas échéant, en prenant en compte les arguments du Cabinet, sur le fondements desquels le résultat a été ou a pu par ailleurs être atteint.

5. Honoraires

Les honoraires du Cabinet sont, en principe, calculés sur la base d'un taux horaire, hors taxes et frais, ainsi qu'en fonction du degré d'urgence, et éventuellement d'autres facteurs spécifiques.

Les taux applicables sont communiqués au Client en début de dossier ainsi qu'en cas de modification.

Dans ce cas, le Cabinet transmet périodiquement un relevé des prestations et diligences accomplies dans le cadre de la Mission, ce

General Terms of Service (hereafter G.T.S.)
(V.2019.03)
Mr. Nael RAAD, Lawyer at the Paris Bar (hereafter "the Firm")
French SIREN No. 817 868 540
nael@raadlegal.com

Save otherwise explicitly agreed in writing,

1. Field of Application

The G.T.S. govern exclusively all offers of Services and all Services provided by the Firm for the purposes of its Mission. All other general terms, such as Client's general terms are excluded.

Any request of service to be provided by the Firm after one has been informed or is aware of the G.T.S. implies full acceptance of the G.T.S..

2. Engagement

The G.T.S. may be supplemented by an Engagement Letter stating the Engagement of the Firm (assistance, representation, or advice), all these documents therefore constitute the entire agreement between the Client and the Firm.

The type, extent, conditions and methods of performance of the Engagement are further set forth in the Engagement Letter, the Firm being free to refuse its intervention in any case offered by the Client, especially in the case of conflict of interests.

3. Obligations of the Firm

It is acknowledged that the Firm's obligations are obligations of means, for the purpose of the provision of any and all of its Services. The Firm shall make its best efforts in order to carry out the mission entrusted by the Client, to the extent possible and legally permitted, in accordance with his instructions and according to the material conditions and deadlines agreed upon with him. No outcome is guaranteed.

The Services provided are based on the best analysis of the facts, information and documents communicated to the Firm or made available by the Client – and whose authenticity or truthfulness is certified by the Client – as well as the state of applicable law on the date of said Services.

4. Legal Ethics and Client's Freedom

The Firm complies with the ethical rules applicable in its relations with the Clients, the opponents and the Courts. In this context, the Client is free to mandate the Firm to act for the purpose of its Engagement and to terminate such Engagement, at any time, in writing.

The Client is nevertheless bound to pay for all Services already provided, or those costs borne by the Firm on behalf of the Client prior to the notice of termination.

Should the Engagement be interrupted before its outcome, any potential success fee is still owed to the Firm, wholly or in part, to be calculated ex aequo et bono, depending on the progress of the case, and taking into account those arguments brought by the Firm, on the basis of which the result has been or may have been otherwise reached.

5. Invoices

The Firm's fees are generally calculated on the basis of an hourly rate, excluding taxes and fees, as well as depending on the degree of urgency, and possibly other specific criteria. The applicable rates are communicated to the Client in beginning of case as well as in case of modification.

In such case, the Firm issues periodically a time sheet mentioning those steps taken for the purpose of the Engagement, such sheet

Nael RAAD

Avocat au barreau de Paris

relevé faisant état des temps effectivement consacrés au dossier.
Tout temps passé pour un Client est sauf exception, facturé, en ce compris les rendez-vous, conversations téléphoniques, lectures, recherches, rédactions de documents, et les déplacements

Le cas échéant, le Cabinet peut également pratiquer des forfaits, des honoraires de résultat ou des abonnements pour certains Services réguliers.

Sont exclues des forfaits et abonnements l'ensemble des prestations et diligences dont la nécessité, l'ampleur ou la durée sont exceptionnelles, imprévisibles ou qui ne sont pas sous le contrôle exclusif du Cabinet ; ces prestations et diligences étant facturées au temps passé.

Tous montants sont facturés hors-taxes et charges.

6. Frais et Dépenses

Les honoraires n'incluent pas les frais et dépenses exposés pour les besoins de la mission (frais de déplacement, honoraires de postulants, spécialistes, experts, huissiers, porteurs, détectives, taxes, frais de greffe, droits de plaidoirie par ex.), lesquels sont facturés en sus des honoraires.
Le Cabinet n'avance pas les frais et dépenses.

Les frais et dépenses réguliers (notamment poste régulière) sont avancés par le Cabinet et refacturés au réel, ou avec l'accord du Client selon une augmentation de 5% en supplément du tarif des Services.

7. Assurances Juridiques et Financements Tiers

Le Client est informé de ce que le cas échéant, certaines de ses compagnies d'assurance peuvent prendre en charge son dossier. Il lui incombe de vérifier ses couvertures d'assurance et de s'assurer de la mise en œuvre et de tout remboursement ou prise en charge des honoraires et frais. Tout barème éventuellement remis par la compagnie d'assurance ne concerne que la couverture de l'assurance et n'est pas opposable au Cabinet, les frais et honoraires dus au Cabinet étant déterminés conformément aux présentes C.G.S..

Dans la mesure raisonnablement applicable, le Cabinet informe plus avant le Client d'une possible prise en charge des honoraires et frais par le système de l'Aide judiciaire, le Client étant libre d'y recourir. Le Client est responsable de tout autre financement par des tiers et de l'information conséquente donnée au Cabinet.

8. Estimations de Coûts

Toute prévision de coûts et honoraires est nécessairement provisoire et dépend des informations et documents reçus du Client. Elle peut être revue et modifiée en fonction de l'évolution du dossier et des Services.

9. Provisions

Les notes de provision doivent être réglées avant tous Services et le Cabinet peut imputer le coût des Services et frais sur la provision.

Dans le cas de paiements CARPA destinés au Client, celui-ci autorise le Cabinet à prélever tout montant restant de frais ou honoraires (et notamment honoraires de résultat) sur la CARPA, après avis simple adressé au Client.

10. Modalités de paiement – retards, frais et intérêts

Les factures sont payables à la date de règlement, qui est à trente jours à partir de la fin du mois au cours duquel chaque facture est émise. Toutefois, sur demande écrite motivée du Client, un délai de paiement peut être discrétionnairement concédé par le Cabinet.

Faute de règlement conforme, les intérêts de retard courent, sans mise en demeure préalable, dès le jour suivant la date de

mentioning the time spent working on the case.

Any and all time spent for a Client is, save exception, invoiced, including the meetings, phone calls, lectures, research, drafting of documents, and travel time.

In some cases, the Firm may also accept fixed amounts, success fees, or subscriptions for some periodic Services.

Are excluded from fixed amounts and subscriptions, any and all steps whose necessity, extent or duration are exceptional, unpredictable or beyond the Firm's exclusive control ; such steps are invoiced based on the time spent.

All amounts are invoiced excluding taxes and charges.

6. Expenses

The fees do not include the expenses incurred for the purposes of the mission (travel expenses, fees of other lawyers, specialists, experts, bailiffs, carriers, private investigators, taxes, court fees, pleadings' fees, etc.), which are invoiced in addition to the fees.
The Firm does not pay such expenses in advance.

The regular expenses (especially costs of regular mail) are prepaid by the Firm and later invoiced to the Client as paid, or subject to Client's approval as an increase of 5% of the costs of the Services.

7. Insurances for Legal Costs and Third-Party Financing

The Client is informed that, as the case may be, some of its insurance companies may cover the costs of the case. It is Client's duty to check his insurance coverages and ensure the coverage is triggered, as well as of any reimbursement or coverage of the fees and expenses. Any scale that may be issued by the insurance company solely concerns the coverage by such company and is not binding towards the Firm, the fees and expenses of the Firm being calculated in compliance with the G.T.S..

Wherever reasonably applicable, the Firm further informs the Client of a potential coverage of the fees and expenses by the Legal aid scheme, the Client being then free to resort thereto.
The Client is solely responsible for any other third-party financing and for the disclosure of such financing to the Firm.

8. Cost Estimates

Any estimate of costs and fees is necessarily provisional and depends on the information and documents received from the Client. It can be reviewed and modified according to the evolution of the case and of the Services.

9. Retainers

Retainers must be paid prior to all Services and the Firm may charge the cost of the Services and expenses on the provided amount.

In case the Client receives a CARPA payment, the Client authorises the Firm to collect any remaining amount of expenses or fees (including especially success fees) on the CARPA, upon simple notification sent to the Client.

10. Payment modalities - late payments, costs and interests

Invoices are payable on their payment date, which is thirty days from the end of the month in which each invoice is issued. However, upon a reasoned written request from the Client, a payment term may be granted at Firm's sole discretion.

Failing to comply with the payment date, interests for late payment run without prior notice, as of the day following the date of

Nael RAAD

Avocat au barreau de Paris

règlement.

Les intérêts sont sujets à anatocisme. Leur taux est de 12,5 % l'an (ou taux légal pour les non-professionnels).

En cas de non-paiement à l'échéance, le montant impayé sera de plein droit, et sans mise en demeure préalable, majoré d'une indemnité de recouvrement, sans préjudice de tous coûts, frais de recouvrement, ou préjudices supplémentaires du Cabinet. Cette indemnité est forfaitaire, de 40 € par facture, pour les professionnels.

Le retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate de toutes sommes encore dues par le Client.

11. Suspension des Services et Résiliation

Tout retard de paiement implique, sans mise en demeure préalable, la suspension des prestations de Service jusqu'au paiement intégral des sommes impayées, ainsi que leurs majorations prévues au paragraphe précédent. Il ne pourra être réclamé au Cabinet une quelconque indemnité que ce soit pour cette suspension, sans préjudice du droit du Cabinet de résilier le contrat.

En cas de persistance des inexécutions malgré mise en demeure – et sous réserve d'utilité de cette mise en demeure – le Cabinet peut notifier la résiliation des Services.

Dans le cas de conflit d'intérêts, d'une différence d'analyse inconciliable sur le dossier entre le Cabinet et le Client, ou si le Cabinet ne peut accepter la ligne de défense proposée par le Client, que ce soit pour des raisons éthiques, légales ou de faisabilité, le Cabinet peut constater cette situation et notifier la résiliation au Client.

12. Responsabilité et Assurances

Toute responsabilité du Cabinet est limitée au montant de 4.000.000,00 € par sinistre.

La responsabilité est limitée au préjudice direct, à l'exclusion de toutes pertes de gains, de profits ou de chances se rapportant à la faute alléguée.

Le Cabinet n'effectue aucun audit financier, vérification de solvabilité ou encore approbation des informations financières remises ou trouvées.

Le Cabinet est assuré au titre de sa responsabilité professionnelle, en tant que membre du Barreau de Paris, sous les conditions de la police d'assurance souscrite dans ce cadre. Plus d'informations sont disponibles sur simple demande.

Des assurances complémentaires peuvent être prises à la demande du Client si celui-ci expose d'un intérêt spécifique.

13. Utilisation des Services

Les Services rendus sont destinés à être utilisés dans le contexte et pour les buts où ils ont été prestés, au seul bénéfice du Client, facturé pour lesdits Services.

Toute autre utilisation ou encore toute utilisation par des personnes autres n'engage aucune responsabilité du Cabinet.

14. Prescription

Sauf autrement disposé par la loi, aucune action ne pourra être engagée par le Cabinet ou le Client plus d'un an après la connaissance des faits lui permettant d'agir.

payment.

Interests are subject to capitalisation. Their rate is of 12,5 % per year (or legal rate for non-professionals).

In case of non-payment at the due date, the unpaid amount will be automatically, and without prior notice, overcharged with a recovery fee, without prejudice to any additional fees, recovery costs or other losses incurred by the Firm.

As for professionals, such recovery fee is a lump sum of € 40 per invoice.

In case of late payment, all amounts still owed by the Client become immediately payable.

11. Suspension and Termination of the Services

Any late payment implies, without prior notice, the suspension of the Services until full payment of the unpaid amounts, including any increases provided for in the foregoing paragraph. No indemnity whatsoever may be claimed from the Firm for this suspension, without prejudice to the right of the Firm to terminate the contract.

In the event of persistence of the breach despite formal notice – subject to the usefulness of such formal notice – the Firm may notify the termination of the Services.

In the case of conflict of interests, or of an incompatible analysis of the file between the Firm and the Client, or if the Firm cannot accept the line of defence proposed by the Client, whether for ethical, legal or feasibility reasons, the Firm may acknowledge this situation and notify the termination to the Client.

12. Liability and Insurance

Any and all liability of the Firm is limited to the amount of € 4.000.000,00 per loss.

Liability is limited to direct loss, excluding any loss of earnings, profits or chances relating to the alleged fault.

The Firm does not perform any financial audit, credit check, nor does it confirm financial information provided or found.

As a member of the Bar of Paris, the Firm's professional liability is insured, under the conditions of the insurance policy applicable in this context. Further information are available on request.

Additional insurances may be taken at the request of the Client if this is of his specific interest.

13. Use of the Services

The Services provided are intended to be used for their intended purposes, and in the context where they have been provided, for the sole benefit of the Client, invoiced for said Services. Any other use, or any use by other persons or entities does not lead to any responsibility of the Firm.

14. Time-limits

Except as otherwise provided for by law, no suit may be brought by the Firm or the Client later than one year after it had knowledge of the facts allowing it to sue.

Nael RAAD

Avocat au barreau de Paris

15. Confidentialité

Les documents et informations recueillis par le Cabinet dans le cadre de sa mission sont confidentiels. Ils ne sont divulgués que dans la mesure légalement permise, sous réserve de nécessité et de respect des conditions applicables.

Les communications entre Avocats, hormis celles effectuées à titre "officiel" sont confidentielles et ne peuvent être communiquées ou encore produites en justice, sauf exceptions.

Le blanchiment d'argent et la conformité

Le Cabinet doit respecter la loi et les usages professionnels relatifs au blanchiment d'argent et au financement du crime et du terrorisme. L'obligation de confidentialité quant aux informations communiquées par un client, y compris son droit de refuser de produire des documents relatifs aux conseils reçus, ne saurait prévaloir sur notre obligation légale de divulgation aux autorités compétentes.

Dispositions TRACFIN

Conformément aux dispositions des articles L 561-1 à L 574-3 du Code monétaire et financier relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, dont l'Acquéreur déclare avoir parfaite connaissance, le Client déclare :

- que les fonds engagés par lui ne proviennent pas du trafic de stupéfiants, de la fraude aux intérêts financiers des Communautés européennes, de la corruption ou d'activités criminelles organisées ou qui pourraient participer au financement du terrorisme ;

- que les opérations envisagées aux termes des présentes ne portent pas sur des sommes qui pourraient provenir du trafic de stupéfiants, de la fraude aux intérêts financiers des Communautés européennes, de la corruption ou d'activités criminelles organisées ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

16. Identité du Client

Le Cabinet ne communiquera pas l'identité du Client ou la mission réalisée pour son compte sur son site internet ou un autre support sans l'accord préalable du Client et en conformité avec les conditions légales, sans toutefois être responsable des communications intervenant à l'initiative des tiers.

Les décisions publiques obtenues peuvent être utilisées par le Cabinet dans d'autres affaires, au besoin en anonymisant certaines données personnelles.

17. Archives et Données Personnelles

Conformément aux exigences de l'article 13 du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD »), le Client est informé du fait que le Cabinet est amené à réaliser des traitements de données personnelles sur la base des informations personnelles fournies par lui dans le cadre de l'accomplissement des diligences.

Le Cabinet a effectué une déclaration auprès de la CNIL en relation avec le traitement de ces données.

Le Cabinet prend les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations nominatives qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la Loi Informatique et Libertés et du RGPD.

Le responsable de traitement est le Cabinet

Collecte et origine des données :

Toutes les données concernant le client sont collectées directement auprès de ce dernier.

15. Confidentiality

The documents and information collected by the Firm within the framework of its mission are confidential. They are disclosed only to the extent legally permitted, subject to necessity and compliance with applicable conditions.

Exchanges between Attorneys, except those carried out "officially" are confidential and may not be further disclosed or produced in Courts, save exceptions.

Money laundering and compliance

The Firm must comply with the law and professional rules about money laundering, proceeds of crime and terrorist funding. Our legal obligation of disclosure to the appropriate authorities may override any duty of confidentiality that we owe to the Client, including the right of the Client to refuse disclosure of documents relating to advice given to him.

TRACFIN provisions

In accordance with the provisions of Articles L 561-1 to L 574-3 of the French Monetary and Financial Code relating to the fight against money laundering, of which the Client declares that it is fully aware, the Client declares:

- that the funds committed by him do not come from drug trafficking, fraud against the European Communities' financial interests, corruption or organized criminal activities or which could finance terrorism ;

- that the transactions contemplated hereunder do not involve amounts that may arise from drug trafficking, fraud against the European Communities' financial interests, corruption or organized criminal activities or that may finance terrorism.

16. Client's Identity

The Firm will not disclose the identity of the Client or the mission carried out on its behalf on its website or any other support without the prior consent of the Client and in compliance with the applicable legal conditions, without however being responsible for the communications intervening on third-party initiative.

The public Court orders and decisions may be used by the Firm in other cases, if necessary by anonymising certain personal data.

17. Archives and Personal Data

In accordance with the requirements of Article 13 of the General Data Protection Regulation ("GDPR"), the Client is informed that the Firm may process personal data on the basis of the personal information provided by the Client in the course within the frame of the performance of the services.

The Firm filed a declaration with the CNIL (French Data Protection Authority) in connection with the processing of these data.

The Firm takes appropriate measures to ensure the protection and confidentiality of the personal information it holds or processes in compliance with the provisions of French data protection laws and the GDPR.

The data controller is the Firm.

Data collection and origin:

All data concerning the Client is collected directly from the Client.

Nael RAAD

Avocat au barreau de Paris

Le Cabinet s'engage à recueillir le consentement du client et/ou à lui permettre de s'opposer à l'utilisation de ses données pour certaines finalités, dès que cela est nécessaire.

Finalités des données collectées :

1. Nécessité de la collecte

La collecte des données personnelles du Client est nécessaire dans le cadre de l'exécution des missions qu'il a confiées au Cabinet.

2. Finalités

Le recueil des données personnelles a pour base légale :

- le respect des obligations réglementaires et légales auxquelles le Cabinet doit satisfaire dans le cadre de l'exercice de son activité ;
- l'exécution des missions confiées par le client au Cabinet.

Le caractère obligatoire ou facultatif des données personnelles demandées et les éventuelles conséquences d'un défaut de réponse à l'égard du client sont précisés lors de leur(s) collecte(s).

Non communication des données personnelles :

Les données personnelles du Client ne seront pas transmises à des acteurs commerciaux ou publicitaires.

Le Cabinet peut être amené à recourir aux prestations fournies par plusieurs entreprises spécialisées (traducteurs, formalistes, tiers experts...) dont la liste peut être communiquée aux personnes concernées sur demande adressée à nael@raadlegal.com

Si ces entreprises utilisent des serveurs en dehors de l'Union Européenne, le Cabinet s'engage à conclure avec elles des contrats spécifiques et des clauses contractuelles types établies par la Commission Européenne pour encadrer et sécuriser le transfert des données.

Durée de conservation des données :

Le Cabinet conserve les données uniquement le temps nécessaire pour les finalités poursuivies, conformément aux dispositions légales et pour la durée de la prescription applicable.

Les droits des personnes concernées :

Chaque fois que le Cabinet traite des données personnelles, il prend toutes les mesures raisonnables pour s'assurer de l'exactitude et de la pertinence des données personnelles au regard des finalités pour lesquelles celui-ci les traite.

Conformément à la réglementation européenne en vigueur, le client dispose des droits suivants :

- droit d'accès (article 15 RGPD) et de rectification (article 16 RGPD), de mise à jour, de complétude des données
- droit de verrouillage ou d'effacement des données à caractère personnel (article 17 du RGPD), lorsqu'elles sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite
- droit de retirer à tout moment un consentement (article 13-2c RGPD)
- droit à la limitation du traitement des données (article 18 RGPD)
- droit d'opposition au traitement des données (article 21 RGPD)
- droit à la portabilité des données fournies, lorsque ces données font l'objet de traitements automatisés fondés sur le consentement ou sur un contrat (article 20 RGPD)
- droit de définir le sort des données après sa mort et de choisir à qui le Cabinet devra communiquer (ou non) ses données à un tiers qu'il aura préalablement désigné.

Dès que le Cabinet a connaissance du décès d'un client, et à défaut

The Firm undertakes to obtain the Client's consent and/or to allow him/her to object to the use of his/her data for certain purposes, as soon as this is necessary.

Purpose of the data collection:

1. Need for collection

The collection of the Client's personal data is necessary for the performance of the assignments entrusted to the Firm.

2. Purpose

The legal basis for the collection of personal data is:

- compliance with the regulatory and legal obligations with which the Firm must comply in the course of its activities;
- the performance of the assignments entrusted by the Client to the Firm.

The mandatory or optional nature of the personal data requested and the possible consequences of a failure to reply are specified at the time of their collection(s).

No transfer of personal data:

The Client's personal data will not be transferred to commercial or advertising third-parties.

The Firm could use the services provided by several specialized providers (translators, formalists, third party experts, etc.), a list of which may be provided to the persons concerned upon request sent to nael@raadlegal.com

If these providers use servers located outside the European Union, the Firm undertakes to conclude specific contracts and standard contractual clauses established by the European Commission in order to supervise and secure the transfer of data.

Data retention period:

The Firm keeps the data only for the time necessary for the intended purpose, in accordance with legal provisions and for the duration of the applicable limitation period.

Rights of the persons concerned:

Whenever the Firm processes personal data, it takes all reasonable measures to ensure that the personal data are accurate and relevant to the purpose for which they are processed.

In accordance with the European regulations in force, the Client has the following rights:

- right of access (Article 15 GDPR) and rectification (Article 16 GDPR), updating, data completeness
- right to block or erase personal data (Article 17 of the GDPR), when they are inaccurate, incomplete, ambiguous, out of date, or when their collection, use, communication or storage is prohibited
- right to withdraw consent at any time (Article 13(2)(c) GDPR)
- right to limit data processing (Article 18 GDPR)
- right to object to the processing of data (Article 21 GDPR)
- the right to the portability of the data provided, when such data are processed automatically on the basis of consent or a contract (Article 20 GDPR)
- the right to define the fate of the data after his/her death and to choose to whom the Firm should communicate (or not) his/her data to a previously designated third party.

As soon as the Firm becomes aware of the death of a client, and in the absence of instructions from it, it undertakes to destroy its data, unless their storage is necessary for evidentiary purposes or

Nael RAAD

Avocat au barreau de Paris

d'instructions de sa part, il s'engage à détruire ses données, sauf si leur conservation s'avère nécessaire à des fins probatoires ou pour répondre à une obligation légale.

Si le client souhaite savoir comment le Cabinet utilise ses données personnelles, souhaite les rectifier ou s'oppose à leur traitement, il peut contacter : nael@raadlegal.com

Dans ce cas, le client doit indiquer les données personnelles qu'il souhaiterait que le Cabinet corrige, mette à jour ou supprime, en s'identifiant de manière précise avec une copie d'une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport). Les demandes de suppression de données personnelles seront soumises aux obligations qui sont imposées au Cabinet par la loi, notamment en matière de conservation ou d'archivage des documents. Enfin, les clients du Cabinet peuvent déposer une réclamation auprès des autorités de contrôle, et notamment de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

Sécurité :

Le Cabinet met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité des traitements de données à caractère personnel et leur confidentialité.

A ce titre, le Cabinet prend toutes les précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, afin de préserver la sécurité des données et, notamment, d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès (protection physique des locaux, alarme et codes d'accès, procédés d'authentification avec accès personnel et sécurisé via des identifiants et mots de passe confidentiels).

18. **Propriété Intellectuelle**

Le contenu ainsi que tous supports de communication du Cabinet, et notamment tout site internet, demeure sa propriété. Toute reproduction non-autorisée, totale ou partielle, n'engage aucunement le Cabinet et peut contrevenir aux réglementations relatives à la propriété intellectuelle.

Le Cabinet est propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur les matériaux réalisés (documents, photographies, présentations, etc.), même à la demande du Client, en vue de la fourniture des Services. Sauf autorisation préalable du Cabinet, toute reproduction ou exploitation de ces matériaux, dans un but autre que celui de leur réalisation, est interdite au Client.

19. **Droit Applicable – Jurisdiction Compétente**

Les présentes C.G.S., tous rapports entre le Client et le Cabinet ainsi que tout éventuel litige entre eux ou lié aux Services rendus sera exclusivement régi par le droit français et les règles déontologiques applicables.

Toute contestation concernant les C.G.S. ou les relations entre le Cabinet et le Client, y compris toutes demandes urgentes, appels en garantie ou en intervention, sont de la compétence exclusive des Juridictions compétentes à Paris, France ou, le cas échéant, de l'Ordre des Avocats.

Les non-professionnels peuvent aussi, le cas échéant, s'adresser au Médiateur national (français) de la consommation de la profession d'Avocat.

La version française des présentes C.G.S. fait seule foi.

to meet a legal obligation.

If the Client wishes to know how the Firm uses his/her personal data, wishes to correct them or objects to their processing, he/she can contact: nael@raadlegal.com

In this case, the Client must indicate the personal data that he/she would like the Firm to correct, update or delete, by accurately identifying himself/herself with a copy of an identity document (identity card or passport). Requests for the deletion of personal data will be subject to the obligations imposed on the Firm by law, in particular with regard to the conservation or archiving of documents. Finally, the Firm's clients can file a complaint with the Data Protection Authorities, and in particular with the CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

Security:

The Firm implements all technical and organisational measures to ensure the security of the processing of personal data and their confidentiality.

In this respect, the Firm takes all necessary precautions, with regard to the nature of the data and the risks associated to data processing, to preserve the security of the data and, in particular, to prevent them from being distorted, damaged or accessed by unauthorised third parties (physical protection of premises, alarms and access codes, authentication procedures with personal and secure access via confidential identifiers and passwords).

18. **Intellectual Property**

The contents and all of the Firm's communication media, including any website, remains its property. Any unauthorized, whole or partial, reproduction may not lead to any liability on behalf of the Firm and may infringe the regulations pertaining to intellectual property.

The Firm is the owner of the rights of intellectual property on the materials realised for the provision of Services (documents, photographs, presentations, etc.), even at the request of the Client. Save prior approval from the Firm, any reproduction or use of such materials, otherwise than for the purposes for which the materials are established, is prohibited to the Client.

19. **Applicable Law – Venue and Jurisdiction**

These G.T.S., all relations between the Client and the Firm as well as any possible dispute between them or related to the Services provided will be exclusively governed by the French law and the applicable rules of legal ethics.

Any dispute concerning the G.T.S. or the relations between the Firm and the Client, including all urgent requests, calls in warranty or intervention, are of the exclusive jurisdiction of the Courts of Paris, France or, where appropriate, the Bar Association.

Non-professionals may also, as the case may be, petition the (French) national consumers Ombudsman for the legal profession.

The French version of these G.T.S. Is solely binding.